

Le projet de Nouvel Ordre Mondial trébuche sur les réalités géopolitiques

par Imad Fawzi Shueibi

Voici quatre siècles que des leaders politiques tentent de créer un ordre international qui régisse les relations entre les Nations et prévienne les guerres. Si le principe de souveraineté des États a donné des résultats, les organisations intergouvernementales ont surtout reflété les rapports de force d'un moment. Quant à l'ambitieux projet US de Nouvel Ordre Mondial, il est en train de se fracasser sur les nouvelles réalités géopolitiques.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 14 AOÛT 2012

La lente formation d'un ordre international



Maximilien de Béthune,
Duc de Sully
(1559-1641)

L'idée d'un ordre mondial, ou international, apparaît dès le XVII^e siècle, même si l'expression « ordre mondial » n'a été introduite que récemment dans le discours politique. Elle a été discutée chaque fois que se présentait une occasion d'organiser et de pérenniser la paix.

C'est en 1603 que le roi de France Henri IV fit élaborer par son ministre, le duc de Sully, un premier projet. Il s'agissait de constituer une république chrétienne incluant tous les peuples d'Europe. Elle aurait garanti la préservation des nationalités et des cultes et aurait

été chargée de régler les problèmes entre eux.

Ce *Grand Dessein* stipulait la une redéfinition des frontières des États pour équilibrer leur puissance, la création d'une Confédération européenne à 15, avec un Conseil supranational disposant d'un pouvoir d'arbitrage, et une armée capable de protéger la confédération face aux Turcs.

Pendant ce rêve fut interrompu par l'assassinat d'Henri IV et ne ressurgit qu'à l'issue des guerres déclenchées par Louis XIV. L'abbé de Saint-Pierre lança son *Projet pour rendre la paix perpétuelle entre les souverains chrétiens*.

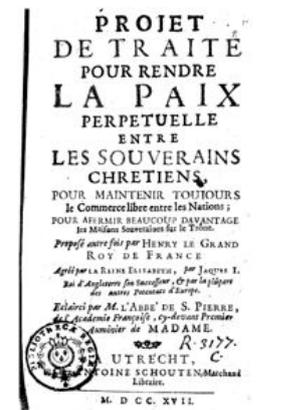
Ce plan, qui a été présenté au Congrès d'Utrecht (1713), consistait à adopter intégralement toutes les décisions prises dans ladite conférence comme base définitive en matière de tracement des frontières entre les pays belligérants, et la mise en place d'une ligue des nations européennes (une fédération internationale) ayant pour mission de prévenir les conflits.

Indépendamment de cette utopie, le plus important à cette époque fut, bien entendu, les Traités de paix de Westphalie, signés en 1648. Ils interviennent à l'issue d'une guerre de Trente ans, conduite sous bannières religieuses, donnant lieu à une accumulation de haine et à l'anéantissement de 40 % de la population.

Les négociations durèrent quatre ans (1644–1648). En définitive, elles consacrèrent une égalité dans les négociations entre toutes les parties belligérantes, qu'elles soient catholiques ou protestantes, monarchiques ou républicaines.

Les Traités de Westphalie posaient quatre principes fondamentaux :

- ▶ 1. La souveraineté absolue de l'État-nation, et le droit fondamental à l'autodétermination politique.
- ▶ 2. L'égalité juridique entre les États-nations. Le plus petit État est, de ce fait, égal au plus grand, quelque soit sa faiblesse ou sa force,



sa richesse ou sa pauvreté.

- ▶ 3. Le respect des traités, et l'émergence d'un droit international contraignant.
- ▶ 4. La non ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

Certes, ce sont des principes généraux qui ne déterminent pas une souveraineté absolue, mais il n'y en a jamais eu. Toutefois ces principes délégitimaient toute action susceptible d'abolir cette souveraineté.

Les philosophes politiques ont tous soutenu ces projets. Rousseau a vivement appelé à constituer un unique État contractuel regroupant tous les pays européens. Kant a publié en 1795 *Vers la Paix perpétuelle*. Pour lui, la paix est une construction juridique qui exige de codifier une loi générale applicable à tous les États. L'utilitariste anglais Bentham a stigmatisé la diplomatie secrète en ce qu'elle s'exonère du droit. Il a appelé également à créer une opinion publique internationale pouvant contraindre les gouvernements à se soumettre aux résolutions internationales ainsi qu'à l'arbitrage.



Signature d'un des Traités de Westphalie

La création des institutions régulatrices internationales

L'idée d'un ordre international n'a cessé de progresser au fur et à mesure, et toujours sur la base des règles de la souveraineté adoptées par les Traités de Westphalie. Elle a donné naissance à la *Sainte Alliance* proposée par le Tsar Alexandre Ier en 1815, ainsi



Clément-Wenceslas de Metternich (1773-1859)

qu'au projet de *Concert européen* proposé par le chancelier autrichien Metternich au XIXème siècle visant à prévenir « la révolution » qui signifie dans le langage rationnel politique, le chaos.

C'est à partir de ce moment que les États commencèrent à tenir des sommets pour résoudre des problèmes en dehors des guerres, en privilégiant l'arbitrage et la diplomatie.

C'est dans cette perspective que la Société des Nations (SdN) fut fondée à l'issue de la Première Guerre mondiale. Mais elle n'était que la concrétisation des rapports de force du moment, au service des puissances victorieuses de cette guerre. Ses valeurs morales étaient donc relatives. Ainsi, malgré son objectif affiché de régler les différends entre nations par l'arbitrage plutôt que par la guerre, elle se déclarait compétente pour la supervision des peuples sous-développés ou colonisés –politiquement, économiquement, et administrativement– jusqu'à leur autodétermination. C'est ce qui a conduit naturellement à la légitimation des mandats. En tenant une telle position, la Société des Nations a incarné la réalité coloniale.

Le caractère artificiel de cette organisation s'est révélé lorsqu'elle s'est trouvée incapable de faire face à de graves événements internationaux comme la conquête de la Mandchourie par le Japon, celle de l'Abyssinie (Éthiopie) et l'annexion de Corfou (Grèce) par l'Italie, etc.



La Société des Nations réunie à Genève

Malgré le fait que l'idée de la SdN, conçue par Léon Bourgeois, ait été promue par le président des États-Unis Woodrow Wilson, Washington n'y a jamais adhéré. Mis en cause, le Japon et l'Allemagne s'en sont retirés. De sorte que l'institution s'est trouvée sans valeur.

Successeur de la SdN, l'ONU était le reflet de la **Charte de l'Atlantique**, signée par les États-Unis et le Royaume-Uni, le 4 août 1941, et de la déclaration de Moscou, adoptée par les Alliés le 30 octobre 1943, annonçant la création d'« une organisation générale fondée sur le principe d'une égale souveraineté de tous les États pacifiques ». Le projet fut développé lors de la Conférence de Dumbarton Oaks tenue à Washington du 21 août au 7 octobre 1944.

Les principes de la Charte de l'Atlantique ont fait ainsi l'objet d'une approbation pendant la conférence de Yalta (4-12 Février 1945), avant d'être consacrés par la conférence de San Francisco (25 et 26 Juin 1945).

L'idéologie mondialiste s'est alors incarnée dans l'ONU qui, dès sa création, a prétendu établir un système de sécurité collective pour tous, y compris pour les États qui n'en étaient pas membres. En réalité, l'ONU n'est pas plus que la SdN une société contractuelle entre égaux, mais le reflet des rapports de force du moment au profit des vainqueurs du moment.

Cela dit, le monde entier s'inclina devant cette volonté.



Le Conseil de sécurité des Nations Unies

Cette organisation, qui se voulait mondiale, n'était en pratique

que l'expression de la volonté de domination des puissances victorieuses au détriment de la volonté des peuples qui n'était pas prise en compte.

Cette réalité géopolitique a été confirmée lors de la création du Conseil de sécurité formé de cinq grandes puissances (les vainqueurs) en qualité de membres permanents, et d'autres membres, non permanents, mais élus selon des critères géographiques, donnant lieu à une sous-représentation de l'Afrique et de l'Asie.

La défaillance de ce système est apparue durant la Guerre froide. Le conflit entre les deux grandes puissances s'est imposé aux petites qui en ont supporté toutes les conséquences sur les plans locaux ainsi que régionaux.

Cette structuration des rôles était évidente dans le fonctionnement de l'ONU que ce soit à l'égard des demandes d'adhésion que pour le traitement des conflits, comme on l'a vu à propos de la Palestine, de la Corée, de la nationalisation du pétrole iranien, de la crise du Canal de Suez, des occupations israéliennes, du Liban etc.

L'ONU a été créée en proclamant « la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ». Cependant, le système de veto a privé les autres nations du droit d'être acteurs en toute égalité.

En définitive, les institutions internationales ont toujours illustré l'équilibre des puissances, loin de toute idée de justice au sens philosophique ou moral.

Le Conseil de sécurité est un *directoire mondial* (dans la continuation de celui installé par Metternich). Il réserve la capacité d'imposer des résolutions aux seuls Alliés, vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et non à ceux qui recherchent la paix.

Après la dissolution de l'Union Soviétique, il était crucial de

changer le système international.

Le remodelage des relations internationales par les États-Unis

C'est à ce moment que les disciples de Leo Strauss ont triomphé aux États-Unis avec l'aide des journalistes néoconservateurs. Selon eux, la société est divisée en trois castes : les sages, les seigneurs et le peuple. Les sages détiennent seuls la vérité et n'en révèlent qu'une partie aux politiciens (les seigneurs), tandis que le peuple doit se soumettre à leurs décisions. Ils n'ont cessé de promouvoir leurs



Leo Strauss
(1899-1973)

idées et d'appeler à l'abrogation des principes des Traités de Westphalie, à savoir le respect de la souveraineté des États et la non ingérence dans leurs affaires intérieures. Pour imposer l'hégémonie occidentale, ils ont évoqué un « droit d'ingérence humanitaire », et une « responsabilité de protéger », incombant aux sages, exécutée par les seigneurs, et imposée aux peuples. Révisant le vocabulaire de la Seconde Guerre mondiale, ils ont aussi appelé à remplacer la « Résistance » par des négociations.

En 1999, les appels des néoconservateurs ont été relayés dans plusieurs pays occidentaux, notamment au Royaume-Uni et en France. Tony Blair présenta l'attaque du Kosovo par l'OTAN comme la première guerre humanitaire de l'Histoire. Dans un discours prononcé à Chicago, il affirma que le Royaume-Uni ne cherchait pas à défendre ses intérêts, mais à promouvoir des valeurs universelles. Sa déclaration fut saluée aussi bien par Henry Kissinger que par Javier Solana (qui était alors secrétaire général de l'OTAN et pas encore de l'UE). Peu après, Bernard Kouchner était nommé par l'ONU administrateur du Kosovo.



**Tony Blair énonce sa doctrine
(Chicago, 22 avril 2009)**

Il n'y a pas de différence notable entre la théorie des straussiens et celle des nazis. Dans *Mein Kampf*, Adolph Hitler stigmatisait déjà le principe de souveraineté des États affirmé par le Traité de Westphalie.

Au plan économique, cette vision des choses a déjà triomphé avec le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Dès leur création, ces institutions ont cherché à s'ingérer dans les politiques économiques, budgétaires et financières des États, surtout les plus pauvres et vulnérables. Certains États arabes ont été victimes de leurs conseils en matière de libéralisation économique, de privatisation du secteur public, de braderie des ressources naturelles.

Washington a hésité sur la conduite à tenir après la disparition de l'URSS. Progressivement les États-Unis se sont affirmés comme super-puissance unique, comme « hyper-puissance » selon l'expression d'Hubert Védrine. Dès lors, ils ont considéré que le système onusien hérité de la Seconde Guerre mondiale était dépassé. Ils ne se sont pas contentés de se désintéresser de l'ONU, ils ont alors cessé de remplir leurs obligations financières, ils n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto, ils ont refusé d'adhérer au Tribunal pénal international, et ont humilié l'Unesco à plusieurs reprises.

Les concepts issus de la Seconde Guerre mondiale ont été balayés par les attentats du 11 septembre 2001. *La Stratégie nationale de sécurité des États-Unis d'Amérique*, publiée par le président George W. Bush, le 20 septembre 2002, proclame un nouveau droit,

« l'action militaire préventive contre les États voyous ».

La stratégie US s'est accompagnée d'un bouleversement conceptuel.

- ▶ La notion de Résistance, issue de la Résistance française à l'occupation nazie, a été délégitimée au profit d'une exigence de résolution des conflits par la négociation, indépendamment des droits inaliénables des parties. De même, la notion de terrorisme –jamais définie en droit international– a été utilisée pour délégitimer tout groupe armé en conflit avec un État, quelque soient les causes de ce conflit.
- ▶ Abrogeant les lois de la guerre, Washington a remis au goût du jour les « assassinats ciblés » qu'il avait abandonné après la guerre du Vietnam et qu'Israël pratique depuis plus d'une décennie. Selon leurs juristes, il ne s'agirait pas à proprement parler d'« assassinats », mais de « meurtre en légitime défense », alors même qu'il n'y a ni nécessité pour se protéger, ni concomitance de la menace et de la réaction, ni proportionnalité de la riposte.
- ▶ L'ingérence humanitaire, ou la responsabilité de protéger ont été placés au dessus de la souveraineté des États.
- ▶ Enfin, la notion d'États voyous a fait son apparition.



Bernard Lewis (1916 -)

Ces États sont définis par quatre critères qui relèvent largement de la supputation et du procès d'intention :

- ▶ Leurs dirigeants oppriment leur population et pillent leurs biens.
- ▶ Ils ne respectent pas les lois internationales et constituent une menace permanente pour leurs voisins.
- ▶ Ils soutiennent le terrorisme.
- ▶ Ils haïssent les États-Unis et leurs principes démocratiques.

C'est avec une décennie de retard par rapport à la disparition de l'URSS que les États-Unis ont lancé leur remodelage des relations internationales. Concernant le Proche-Orient, le philosophe néoconservateur Bernard Lewis et son disciple Fouad Ajami ont énoncé les principaux objectifs : mettre fin au nationalisme arabe en frappant les régimes tyranniques qui ont cimenté la mosaïque

tribale, confessionnelle, et religieuse. La destruction et le dépeçage des États de cette région conduiront au « Chaos constructeur », une situation incontrôlable dans laquelle disparaît toute cohésion sociale et où l'homme est renvoyé à l'état de nature. Ces sociétés retourneront alors à un stade pré-national, voire pré-historique, d'où surgiront des micro-États ethniquement homogènes et, par la force des choses, dépendants des États-Unis. L'un des leaders straussiens, Richard Perle, assurait que les guerres en Irak et au Liban seraient suivies d'autres en Syrie, en Arabie saoudite, et finiraient en apothéose en Égypte.

Trois étapes

Quoi qu'il en soit, la construction de ce Nouvel Ordre Mondial a traversé plusieurs étapes.

1. 1991–2002 fut une étape d'indétermination. Washington hésita à s'affirmer comme unique super-puissance et à décider unilatéralement du sort du monde. Même si cette période s'est étendue sur plus d'une décennie, elle ne représente qu'un bref moment de l'histoire.

2. Au cours des années 2003–2006, Washington a tenté d'appliquer à tout prix la théorie du « Chaos constructeur » pour étendre son hégémonie. Il a mené deux guerres, l'une avec ses propres troupes en Irak, l'autre par procuration au Liban. La défaite israélienne de 2006 a momentanément interrompu ce projet. La Russie et la Chine utilisèrent alors par deux fois leur veto au Conseil de sécurité (à propos du Myanmar et du Zimbabwe) comme pour manifester timidement leur retour sur la scène internationale.

3. Dans la période qui va de 2006 à aujourd'hui, le système unipolaire a cédé la place à un monde non-polaire. La puissance est dispersée. La Chine, l'UE, l'Inde, la Russie, et les États-Unis, représentent à eux seuls plus de la moitié des habitants du monde, ils détiennent 75 % du PIB mondial et effectuent 80 % des dépenses militaires. Cet état de fait justifie jusqu'à un certain point un fonctionnement multipolaire du fait de la compétition persistante entre ces pôles.

La nébuleuse d'un monde non-polaire



Surtout, ces puissances doivent affronter des défis provenant aussi bien de dessus (les organisations régionales et mondiales) que de dessous (les milices, les ONG, les entreprises multinationales). La puissance est partout et nulle part, en plusieurs mains, en plusieurs lieux.

Outre les six grandes puissances mondiales, il existe quantité de puissances régionales. On peut évoquer en Amérique latine le cas du Brésil, plus ou moins l'Argentine, le Chili, le Mexique, le Venezuela. En Afrique, le Nigeria, l'Afrique du Sud, ainsi que l'Égypte. Au Proche-Orient, l'Iran, Israël, l'Arabie Saoudite. Le Pakistan, dans le sud-est de l'Asie. L'Australie, l'Indonésie, la Corée du Sud, en Asie orientale et dans le Pacifique occidental.

De nombreuses organisations intergouvernementales s'inscrivent sur cette liste de forces : le FMI, la Banque mondiale, l'OMS et l'ONU en tant que telle. Des organisations régionales comme l'Union africaine, la Ligue arabe, l'ASEAN, l'UE, l'ALBA, etc. Sans oublier des clubs comme l'OPEP.

Il faut encore ajouter certains États à l'intérieur des États-Nations comme la Californie ou l'Uttar Pradesh [État d'Inde le plus peuplé], et encore des villes comme New York ou Shanghai.

Il y a aussi les entreprises multinationales, notamment celles de l'énergie et des finances. Et les médias globaux comme Al-Jazeera, BBC, CNN. Et les milices comme le Hezbollah, l'Armée du Mehdi ou les Talibans. Il faut ajouter des partis politiques, des mouvements et institutions religieuses, des organisations terroristes, des cartels des drogues, des ONG et fondations. La liste est interminable.



World Economic Forum (Davos)

Les États-Unis restent la principale concentration de puissance. Leurs dépenses militaires annuelles sont estimées à plus de 500 milliards de dollars. Ce chiffre peut atteindre 700 milliards, si nous prenons en compte le coût des opérations en cours, à la fois en Irak et en Afghanistan. Avec leur PIB annuel, estimé à 14 trillions de dollars, ils sont classés première économie dans le monde.

Toutefois, la réalité de la puissance états-unienne ne doit pas masquer son déclin à la fois en valeur absolue et relativement aux autres États. Comme l'a fait remarquer Richard Haass, le président du Council on Foreign Relations, la progression de pays comme la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite et les Émirats atteint 1 trillion de dollars par an. Cela est dû bien sûr au marché de l'énergie. Vu l'explosion de la demande chinoise et indienne, ce montant continuera à croître. La faiblesse du dollar face à la livre sterling et à l'euro n'entraînera pas seulement une dépréciation de sa valeur face aux monnaies asiatiques, mais une possible transformation du marché du pétrole qui se payera avec un panier de devises, voire en euros.

Et lorsque le dollar ne sera plus la monnaie des échanges pétroliers, l'économie états-unienne se trouvera vulnérable à l'inflation et aux crises monétaires.

Deux mécanismes fondamentaux ont soutenu le monde non polaire :

- ▶ Nombre de flux financiers ont trouvé leur chemin en dehors des voies légales et à l'insu des gouvernements. Ce qui tend à montrer que la mondialisation affaiblit l'influence des puissances principales.

- ▶ Ces flux ont été largement utilisés par les États pétroliers pour financer secrètement des acteurs non-étatiques.

Par conséquent, dans un système non polaire, le fait d'être l'État le plus puissant du monde ne garantit pas le monopole de la force. Toutes sortes de groupes, voire d'individus, peuvent accumuler de l'influence.

Selon le professeur Hedley Bull, les relations internationales ont toujours été un mélange d'ordre et de chaos. Si l'on suit sa théorie, le système non-polaire livré à lui-même se complexifie. Et c'est ce qui s'est passé.

En 2011, l'exacerbation des tensions autour de la Libye a montré que le système non polaire n'était plus viable. Deux orientations concurrentes se sont fait jour.

La première est états-unienne. Elle vise à construire un Nouvel Ordre Mondial correspondant à la stratégie de Washington. Elle suppose l'abolition de la souveraineté des États, instaurée depuis les Traités de Westphalie, et son remplacement par l'ingérence humanitaire à la fois comme légitimation rhétorique et comme cheval de Troie de l'*American Way of Life*.

La seconde, soutenue par l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS, est sino-russe. Elle réclame le maintien des principes du Traité de Westphalie, sans pour autant envisager un retour en arrière. Il s'agit de déterminer une nouvelle règle du jeu. Quelque chose basé autour de deux noyaux autour desquels pivotent un certain nombre de pôles.



Brésil + Russie + Inde
+ Chine = BRIC

De toute évidence, le contrôle des ressources, notamment les énergies renouvelables, est le passage idéal vers la création d'un nouveau système, dont l'émergence est bloquée depuis 1991.

Il est clair aussi que le contrôle du gaz et des voies du transport, est le centre du conflit à propos de la Syrie. Sans aucun doute, la polarisation des puissances sur ce sujet dépasse certainement les causes internes, et surpasse la question d'accès aux eaux chaudes,

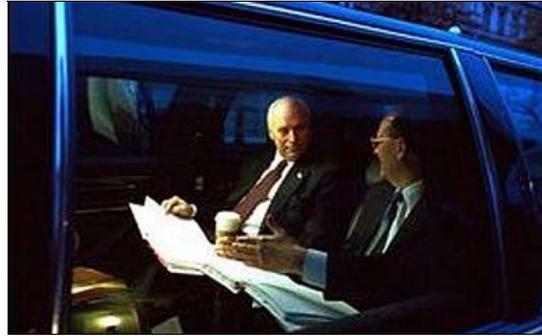
ou l'intérêt logistique de la base navale de Tartous.

L'impératif énergétique

La bataille de l'énergie était la grande affaire de Dick Cheney. Il l'a conduite de 2000 à 2008 en confrontation nette avec la Chine et la Russie. Depuis cette politique a été poursuivie par Barack Obama.

Pour Cheney, la demande d'énergie progresse plus vite que l'offre ce qui conduit à terme à une situation de pénurie. Le maintien de la domination US passe donc prioritairement par le contrôle des réserves restantes de pétrole et de gaz. En outre, de manière plus générale, si les relations internationales actuelles sont structurées par la géopolitique du pétrole, c'est l'approvisionnement d'un État qui détermine son ascension ou sa chute. D'où son plan en quatre points :

- ▶ Encourager, quel que soit le coût, toute production locale par des vassaux de manière à réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis de tout fournisseur non ami, de manière à augmenter la liberté d'action de Washington.
- ▶ Contrôler les exportations de pétrole depuis les États arabes du Golfe, non pas pour se les accaparer, mais pour les utiliser comme moyen de pression à la fois sur les clients et sur les autres fournisseurs.
- ▶ Contrôler les voies maritimes en Asie, c'est-à-dire l'approvisionnement de la Chine et du Japon non seulement en pétrole, mais aussi en matières premières.
- ▶ Encourager la diversification des sources d'énergie utilisées en Europe afin de réduire la dépendance des Européens vis-à-vis du gaz russe et de l'influence politique que Moscou en tire.



Dick Cheney (1941 -)

Or, les Étatsuniens ont fixé comme objectif principal leur indépendance énergétique. C'était le sens de la politique élaborée par Dick Cheney après des consultations approfondies avec les géants de l'énergie, en mai 2001. Elle passe par une diversification des sources : pétrole local, le gaz domestique, et charbon, énergie hydroélectrique et nucléaire. Et par un renforcement des échanges avec les pays amis de l'hémisphère occidental, notamment le Brésil, le Canada, et le Mexique.

L'objectif secondaire est le contrôle des flux de pétrole dans le golfe arabe. Ce fut la principale raison pour déclencher Tempête du désert (1991), puis l'invasion de l'Irak (2003).

Le plan Cheney s'est concentré sur le contrôle des voies maritimes : le détroit d'Ormuz (par où transite 35 % du commerce mondial de pétrole), ou le détroit de Malacca. À ce jour, ces voies maritimes restent essentielles à la survie économique de la Chine, du Japon, de la Corée du Nord, et même de Taiwan. Ces corridors, permettent l'acheminement des sources d'énergie et des matières premières vers les industries asiatiques, puis l'exportation des produits manufacturés vers les marchés mondiaux. En les contrôlant, Washington se garantit à la fois la loyauté de ses principaux alliés asiatiques et la restriction de la montée en puissance de la Chine.

La mise en œuvre de ces objectifs géopolitiques traditionnels a conduit les États-Unis à renforcer leur présence navale dans la zone Asie-Pacifique, et à conclure un réseau d'alliances militaires entre le Japon, l'Inde et l'Australie. Toujours pour contenir la Chine.

Washington a toujours considéré la Russie comme un compétiteur géopolitique. Il a profité de chaque occasion pour réduire sa

puissance et son influence. Il craignait en particulier la dépendance croissante de l'Europe occidentale au gaz naturel russe, ce qui pourrait nuire à sa capacité d'opposition aux mouvements russes en Europe orientale et dans le caucase.

Pour offrir une alternative, Washington a poussé les Européens à s'approvisionner dans le bassin de la mer Caspienne, en construisant de nouveaux gazoducs à travers la Géorgie et la Turquie. Il s'agissait de contourner la Russie, avec l'aide de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan, en évitant d'utiliser les gazoducs de Gazprom. D'où l'idée de Nabucco.

Pour renforcer l'indépendance énergétique de son pays, Barack Obama s'est soudain transformé en nationaliste autarcique. Il a encouragé l'exploitation du pétrole et du gaz de l'hémisphère occidental, quels que soient les dangers des forages dans des zones écologiquement fragiles, comme le large de l'Alaska ou le Golfe du Mexique, et quelque soient les techniques utilisées, comme le craquage de l'eau.

Dans son discours sur l'état de la Nation 2012, le président Obama a fièrement déclaré :

« Au cours des trois dernières années, nous avons ouvert des millions d'acres de terres à explorer pour le pétrole et le gaz. Ce soir, j'ai demandé à l'administration d'ouvrir plus de 75 % des ressources pétrolières et gazières offshore. Maintenant, en ce moment, la production étasunienne du pétrole est la plus élevée depuis huit ans. C'est vrai. Depuis huit ans. Et ce n'est pas tout. L'année dernière, notre dépendance au pétrole étranger a reculé, et a atteint le niveau le plus bas depuis seize ans » [1].



Il a évoqué, avec un enthousiasme particulier, l'extraction du gaz naturel par craquage des schistes bitumineux : « *Nous avons des réserves de gaz naturels qui préservent l'Amérique pour une centaine d'années* » [2].

En mars 2011, Washington a accru ses importations du Brésil pour se sevrer du pétrole du Moyen-Orient.

En fait, Washington n'a jamais cessé d'assurer le contrôle étasunien des voies maritimes vitales qui s'étendent du détroit d'Ormuz jusqu'à la mer méridionale de Chine, et de construire un réseau de bases et d'alliances qui encerclent la Chine —la puissance mondiale émergente— sous forme d'un arc allant du Japon à la Corée du Sud, l'Australie, le Vietnam et les Philippines dans le Sud-Est, puis en Inde, dans le Sud-Ouest. Le tout couronné par un accord avec l'Australie visant à construire une installation militaire à Darwin, sur la côte nord du pays, près de la mer de Chine méridionale.

Washington tente d'inclure l'Inde dans une coalition de pays de la région hostiles à la Chine pour arracher New Delhi aux mains du BRICS ; une stratégie d'encercllement de la Chine qui provoque une très vive inquiétude à Pékin.



Des études ont fait apparaître une répartition inattendue des réserves de gaz mondiales. La Russie vient au premier rang avec les 643 trillions de pieds cube de Sibérie occidentale. En seconde position, l'Arabie, incluant le gisement du Ghawar, avec 426 trillions de pieds cube. Puis, en troisième, la Méditerranée avec 345 trillions de pieds cube de gaz auxquels il convient d'ajouter 5,9 milliards de barils de gaz liquide, et encore 1,7 milliards de barils de pétrole.

Concernant la Méditerranée, l'essentiel se trouve en Syrie. Le gisement découvert à Qara pourra atteindre 400 000 mètres cubes par jour, ce qui fera du pays le quatrième producteur de la région, après l'Iran, l'Irak et le Qatar.

Le transport du gaz depuis la ceinture de Zagros (Iran) vers

l'Europe doit passer par l'Irak et la Syrie. Il a complètement renversé les projets états–uniens et a consolidé les projets russes (South Stream et Nord Stream). Le gaz syrien a échappé à Washington, il ne lui reste qu'à se rabattre sur le gaz libanais.

La guerre continue...

Imad Fawzi Shueibi

Traduction
Said Hilal Alcharifi

[1] *"Over the last three years, we've opened millions of new acres for oil and gas exploration, and tonight, I'm directing my administration to open more than 75 percent of our potential offshore oil and gas resources. (Applause.) Right now — right now — American oil production is the highest that it's been in eight years. That's right — eight years. Not only that — last year, we relied less on foreign oil than in any of the past 16 years".*

[2] *"We have a supply of natural gas that can last America nearly 100 years."*

Source : « Le projet de Nouvel Ordre Mondial trébuche sur les réalités géopolitiques », par Imad Fawzi Shueibi, Traduction Said Hilal Alcharifi, *Réseau Voltaire*, 14 août 2012, www.voltairenet.org/al75133